

Alimentation en eau potable: Le privé opérera dans le rural



La Facilité africaine de l'eau (FAE) vient d'allouer au Maroc un don de 815.100 euros. La contribution de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), principal organe d'exécution dudit projet, s'élève à 1.252.900 euros.

Le Maroc accélère son programme de généralisation d'eau potable dans les zones rurales. En vue d'améliorer le service d'alimentation en eau potable, un projet pilote v le jour au Royaume profitant ainsi à une population rurale de près de 390.000 personnes répartie dans 31 communes. Le coût estimatif de cet important chantier s'élève à 2,95 millions d'euros, couvrant ainsi le déploiement du projet sur 50 mois. A cet égard, la Facilité africaine de l'eau (FAE) vient d'allouer au Maroc un don de 815.100 euros. Ce fonds multilatéral, créé à l'initiative du Conseil des ministres africains de l'eau, n'est pas l'unique partenaire du projet. L'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural (IAEAR) ainsi que le Fonds d'assistance au secteur privé en Afrique (FAPA) y participent par des montants respectifs de l'ordre de 530.000 et 355.780 euros. La contribution de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), principal organe d'exécution dudit projet, s'élève à 1.252.900 euros.

Un nouveau marché s'ouvre pour le privé

Le projet pilote de sous-traitance avec risque commercial de l'alimentation en eau potable en milieu rural est mis principalement sur l'implication des petites et moyennes entreprises. La mission étant d'assurer sur une durée de 10 ans les travaux d'extension et de branchements, d'exploiter 5 à 6 systèmes d'alimentation en eau ainsi que de gérer les abonnés. Se référant à Mohamed El Azizi, directeur de la Facilité africaine de l'eau, les services d'alimentation en eau potable connaîtront une amélioration grâce à la mobilisation du secteur privé. Le représentant de la FAE indique par ailleurs que le projet pilote servira de modèle pour de nombreux pays africains où l'entretien des réseaux d'eau potable en zone rurale est problématique. Tel qu'il est défini, le projet fixe pour la partie exploitation du service une rémunération pour les entreprises privées sur la base d'un prix par mètre-cube d'eau facturé et payés par les usagers. Un mode de gestion qui, selon les initiateurs du projet, incitera les entreprises à réaliser le plus rapidement possible les branchements individuels de sorte à renforcer les ventes d'eau et à optimiser les coûts d'exploitation des ouvrages. Ce modèle de contrat opérationnel devrait être répliqué à de nombreuses zones rurales au Maroc. Il permettra, en premier lieu, de créer 230 emplois dans les premières zones déterminées, 2.500 avec la réplique du modèle dans une dizaine de localités rurales.

El Borouj, Safi Ouest et Larache, premières cibles

La première phase du déploiement dudit projet a permis la sélection de trois périmètres géographiques. Une étude préalablement réalisée avec l'appui de la Banque mondiale a identifié El Borouj (région de Settat), Safi Ouest et Larache (région de Tanger-Tétouan), soit une population-cible de plus de 390.000 habitants. Il s'agit, en outre, de ménages des municipalités et douars qui sont déjà desservis par bornes-fontaines ou restant à desservir. En recensant les bénéficiaires, il ressort que 214.500 habitants restent à desservir à Safi Ouest, contre 99.200 habitants à El Borouj et 76.600 autres à Larache Nord.

En adaptant ce modèle à d'autres zones rurales du Royaume, le nombre de bénéficiaires frôlera les 2 millions d'habitants. Outre le développement du secteur privé et l'emploi dans le milieu rural, l'impact social de ce projet est indéniable. Il améliorera, en effet, les conditions de vie et d'hygiène des habitants. Un nouveau confort de vie s'offre à cette population, libérant ainsi les femmes et jeunes filles de la corvée d'eau et réduisant en revanche le taux de mortalité infantile dans ces localités. Le projet contribuera, par conséquent, à augmenter l'accès à l'éducation et développer des activités génératrices de revenus pour la population active.